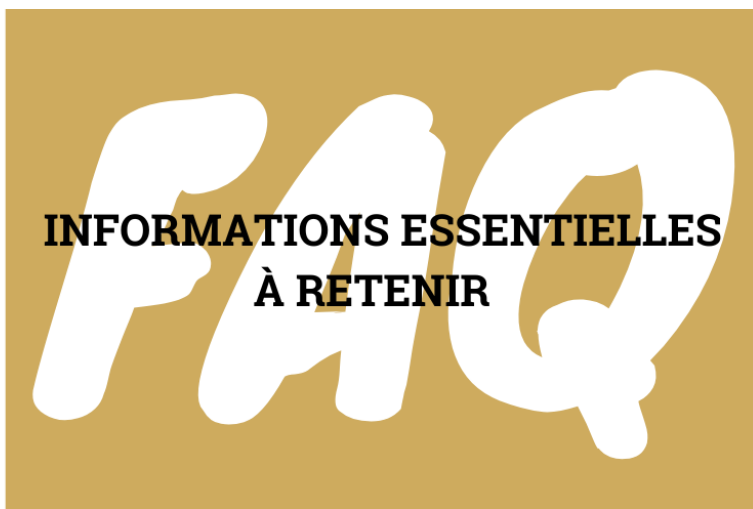




Formation par alternance
COQUERÉAUMONT



GUIDE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE EN BTSA

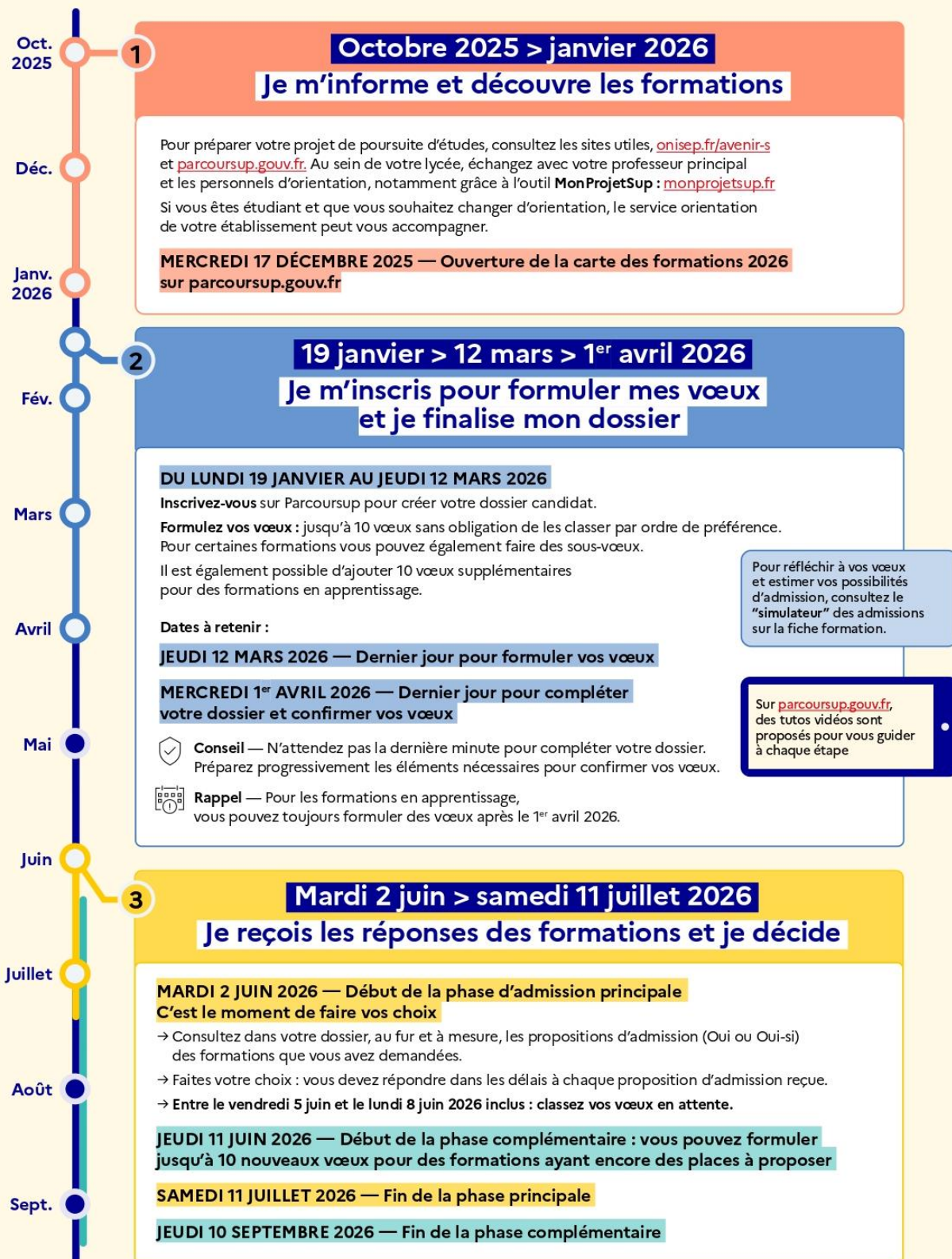


MFR DE COQUERÉAUMONT - 1888, route de Coqueréaumont - 76690 Saint Georges sur Fontaine

mfr.coquereaumont@mfr.asso.fr www.mfr-coquereaumont.org 02 35 34 71 22

CALENDRIER PARCOURSUP 2025-2026

Parcoursup simplifie vos démarches : **1 seule procédure**, **1 seul dossier**, **1 seul calendrier**



Le contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail de type particulier mis en œuvre par des employeurs ayant procédé à une déclaration. Il prévoit une formation sur le temps de travail qui permet aux jeunes d'acquérir une qualification professionnelle.

Public visé

- Jeune de 16 ans à 29 ans révolus au début de l'apprentissage.
- La conclusion d'un contrat d'apprentissage est possible au-delà de 29 ans lorsque le contrat est souscrit par une personne préparant un diplôme ou un titre supérieur à celui obtenu, aussi, à une personne qui a un projet de création ou de reprise d'entreprise, ou une personne en situation de handicap.

Entreprise

Toutes les entreprises peuvent recruter un apprenti.

Le nombre maximal d'apprentis pouvant être accueillis simultanément dans une entreprise ou un établissement est fixé à 2 par maître d'apprentissage. Le maître d'apprentissage peut également accueillir un apprenti supplémentaire dont la formation est prolongée en cas d'échec à l'examen

Durée du contrat

- La durée du contrat d'apprentissage dans le cadre du BTSA est de deux ans maximum.
- Il peut être prolongé pour une durée d'un an en cas d'échec à l'examen.
- Le contrat peut être signé 2 mois avant le début de la formation, et finir au plus tard 2 mois après l'examen.
- De façon exceptionnelle, un contrat peut être signé après le 1er janvier de l'année suivant la rentrée, et avoir une durée supérieure à deux ans. Une dérogation est indispensable.

Formalités de l'employeur

- Établir une déclaration préalable à l'embauche.
- Inscire l'apprenti sur le registre du personnel.
- Établir et tenir à jour le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP).
- Verser le salaire et établir une fiche de paie.
- Faire passer une visite médicale auprès de la médecine du travail.
- Appliquer la convention collective de l'activité de l'entreprise.
- Mettre en place un enregistrement des heures de travail ou un affichage des horaires de travail.
- Demander une dérogation pour travail dangereux si l'apprenti à moins de 18 ans auprès de l'inspection du travail.
- Enregistrer le contrat par l'OPCO compétent avant le début d'exécution du contrat et au plus tard dans les 5 jours.
- Déclarer tout accident de travail auprès de la MSA ou de la Sécurité sociale, qu'il se produise en entreprise ou au CFA.

La formation

Formation pratique

- Assurée par l'employeur.

Formation technologique

- Dispensée par le Centre de Formation d'Apprentis (CFA).

Diplôme de fin de formation

La qualification est délivrée par un diplôme de l'enseignement supérieur : Brevet de Technicien Supérieur Agricole (BTSA).

Obligations de l'apprenti :

L'apprenti s'engage à :

- Effectuer les travaux confiés par l'employeur et autorisés pour les jeunes en formation,
- Assister aux cours
- Respecter le règlement intérieur de l'entreprise et du CFA,
- Respecter les consignes et le matériel,
- Se présenter aux épreuves de l'examen,
- Transmettre les justificatifs en cas d'absence,
- Prendre soin de lui-même et de ses collègues en fonction des instructions

Obligations de l'employeur :

L'employeur s'engage à :

- Assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète dispensée pour partie en entreprise et pour partie en CFA,
- Permettre à l'apprenti de suivre ses cours (le temps des cours est compris dans le temps de travail), et de se présenter aux examens
- Prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité
- Nommer un maître d'apprentissage habilité, désireux de former un jeune et souhaitant transmettre son savoir-faire.
- S'assurer que le maître d'apprentissage est présent pour le jeune. Il est le garant de la formation pratique de l'apprenti. L'apprenti ne doit pas être livré à lui-même.

ATTENTION : Pour les mineurs, l'obtention d'une dérogation pour les machines dangereuses est obligatoire ainsi que la visite médicale préalable à l'embauche. Cette dérogation est à établir par l'employeur avant la signature du contrat d'apprentissage.

Obligations du CFA :

Le CFA s'engage à :

- Suivre la progression du jeune en centre en relation avec l'entreprise
- Fournir au jeune et à l'entreprise les informations nécessaires à l'élaboration de documents supports d'évaluation
- Communiquer à l'apprenti les résultats obtenus aux épreuves
- Informer l'apprenti sur les possibilités de poursuite de formation
- Accompagner les postulants à l'apprentissage dans la recherche d'un employeur
- Assurer la cohérence entre la formation au sein du CFA et celle dispensée au sein de l'entreprise
- Favoriser la mixité, l'égalité entre les femmes et les hommes, et la diversité
- Assurer le principe de gratuité de la formation en apprentissage

COUT POUR L'EMPLOYEUR

REMUNERATION :

Elle est fixée en pourcentage du SMIC, soit au 1^{er} janvier 2026 :

12.02€ Euros/heure
151 h 67 de travail mensuel (35 heures/semaine) Montant du SMIC à 1823.03€ bruts

Elle augmente en fonction de l'âge de l'apprenti et de l'année d'exécution du contrat.

Le salaire mensuel est versé durant le contrat que ce soit en période en entreprise ou en période de formation.

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES (base 151,67 heures)									
Age	% du SMIC	1ère année		% du SMIC	2ème année		% du SMIC	3ème année	
		par mois	par an		par mois	par an		par mois	par an
16-17	27%	492,22 €	5 906,62 €	39%	710,98 €	8 531,78 €	55%	1 002,67 €	12 032,00 €
18-20	43%	783,90 €	9 406,83 €	51%	929,75 €	11 156,94 €	67%	1 221,43 €	14 657,16 €
21-25	53%	966,21 €	11 594,47 €	61%	1 112,05 €	13 344,58 €	78%	1 421,96 €	17 063,56 €
26+	100%	1 823,03 €	21 876,36 €	100%	1 823,03 €	21 876,36 €	100%	1 823,03 €	21 876,36 €

CC PRODUCTION AGRICOLE CALVADOS (base 151,67 heures) - IDCC 9141									
Age	% du SMIC	1ère année		% du SMIC	2ème année		% du SMIC	3ème année	
		par mois	par an		par mois	par an		par mois	par an
16-17	35%	638,06 €	7 656,73 €	55%	1 002,67 €	12 032,00 €	70%	1 276,12 €	15 313,45 €
18-20	50%	911,52 €	10 938,18 €	65%	1 184,97 €	14 219,63 €	75%	1 367,27 €	16 407,27 €
21-25	55%	1 002,67 €	12 032,00 €	75%	1 367,27 €	16 407,27 €	80%	1 458,42 €	17 501,09 €
26+	100%	1 823,03 €	21 876,36 €	100%	1 823,03 €	21 876,36 €	100%	1 823,03 €	21 876,36 €

Accord du 01/12/20 du secteur alimentaire (base 151,67 heures) - IDCC 2728, 1930, 1938, 112, 1396, 1987, 3109, 1586, 1077, 1405									
Age	% du SMIC	1ère année		% du SMIC	2ème année		% du SMIC	3ème année	
		par mois	par an		par mois	par an		par mois	par an
16-17	30%	492,22 €	5 906,62 €	42%	710,98 €	8 531,78 €	58%	1 002,67 €	12 032,00 €
18-20	46%	838,59 €	10 063,13 €	54%	984,44 €	11 813,23 €	70%	1 276,12 €	15 313,45 €
21-25	56%	1 020,90 €	12 250,76 €	64%	1 166,74 €	14 000,87 €	81%	1 476,65 €	17 719,85 €
26+	100%	1 823,03 €	21 876,36 €	100%	1 823,03 €	21 876,36 €	100%	1 823,03 €	21 876,36 €

Avenant n°8 du 13/07/2022 Accord National en Agriculture (base 151,67 heures) - IDCC 7024, 7025, 7018, 1659									
Age	% du SMIC	1ère année		% du SMIC	2ème année		% du SMIC	3ème année	
		par mois	par an		par mois	par an		par mois	par an
16-17	27%	492,22 €	5 906,62 €	39%	710,98 €	8 531,78 €	55%	1 002,67 €	12 032,00 €
18-20	50%	911,52 €	10 938,18 €	57%	1 039,13 €	12 469,53 €	67%	1 221,43 €	14 657,16 €
21-25	53%	966,21 €	11 594,47 €	61%	1 112,05 €	13 344,58 €	78%	1 421,96 €	17 063,56 €
26+	100%	1 823,03 €	21 876,36 €	100%	1 823,03 €	21 876,36 €	100%	1 823,03 €	21 876,36 €

L'entreprise doit appliquer le salaire minimum conventionnel si celui-ci est plus avantageux que le SMIC. La majoration de salaire liée au passage d'une tranche d'âge à une autre prend effet à compter du premier du mois suivant le jour où l'apprenti atteint 18, 21 ou 26 ans.

Par ailleurs, les modalités de rémunération des heures supplémentaires sont celles applicables au personnel de l'entreprise concernée, et sont soumises aux charges sociales.

Lorsque l'apprentissage est prolongé, suite à l'échec à l'examen, le salaire minimum versé pendant cette période est celui de la seconde année de formation.

Lorsqu'un apprenti conclut avec le même employeur un nouveau contrat d'apprentissage, ou avec une entreprise dépendant de la même convention collective, sa rémunération est au moins égale à celle qu'il percevait lors de sa dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations prévues en fonction de son âge est plus favorable.

L'apprenti(e) est exonéré(e) de charges salariales jusqu'à 50 % du SMIC.

*Pourcentage du salaire minimum de croissance ou, s'il est supérieur du salaire minimum conventionnel correspondant à l'emploi occupé.

AIDE EXCEPTIONNELLE AUX EMPLOYEURS D'APPRENTIS DU SECTEUR PRIVE / PUBLIC

<https://travail-emploi.gouv.fr/laide-aux-employeurs-qui-recrutent-en-apprentissage>

	-250 salariés	+250 salariés
FORMATION TEA	5 000 €	2 000€
BTSA ACS'AGRI BTSA GPN	4 500€	1 500€
LICENCE A2DE LICENCE MPGE	2 000€	750€



L'aide est portée à **6 000€**

pour les contrats conclus avec une personne reconnue
travailleur handicapé

TEMPS DE TRAVAIL :

L'apprenti est un salarié à temps plein, soumis à un rythme d'alternance déterminé par le centre de formation. Son temps de travail peut être le même que celui des autres salariés ou être individualisé. Il est soumis aux mêmes limites de temps de travail et aux mêmes obligations de repos.

Si l'apprenti est majeur, il peut effectuer des heures supplémentaires dans les mêmes conditions que les salariés de droit commun. Le temps passé en formation est assimilé à du temps de travail effectif. Les éventuelles absences injustifiées de l'apprenti sur son temps de formation seront systématiquement transmises à l'entreprise et pourront faire l'objet d'une retenue sur salaire.

LES CONGES PAYES :

Le titulaire d'un contrat d'apprentissage bénéficie des mêmes droits aux congés payés que l'ensemble des salariés de l'entreprise : au minimum 2.5 jours ouvrables par mois de travail effectif, soit 30 jours ouvrables par an. Les périodes passées en Centre de Formation sont assimilées à du temps de travail effectif et ouvrent droit à des congés payés. Toutefois les jours de congés payés ne peuvent être pris sur les semaines de cours à la MFR.

L'apprenti peut bénéficier d'un congé supplémentaire de 5 jours ouvrables pour la préparation des épreuves de son examen.

RUPTURES :

Le contrat d'apprentissage étant un contrat de travail spécifique, il dispose de cas de rupture qui lui sont propres. Ils sont définis dans l'article L 6222-18 du code du travail. Quel que soit le cas de rupture, il est nécessaire d'établir un écrit afin de le transmettre au centre de formation et à l'opérateur de compétences.

La période probatoire est la période située au début du contrat d'apprentissage qui permet à l'employeur et à l'apprenti d'imposer la rupture du contrat à l'autre partie. Cette période dure les 45 premiers jours de travail effectif, c'est-à-dire que les périodes de formation, les weekends, les jours fériés, ou encore les arrêts maladie, ne sont pas décomptés dans cette période. Passé ce délai, le contrat d'apprentissage peut être rompu d'un commun accord entre les parties. Le préavis est alors librement négocié entre elles.

L'apprenti a également la possibilité de démissionner, après avoir contacté le médiateur consulaire de l'apprentissage. Suite à un délai de 5 jours calendaires, l'apprenti doit informer son employeur de sa volonté de démissionner. Le contrat peut alors prendre fin après un nouveau délai de 7 jours calendaires. Le contrat peut être rompu par l'employeur en cas de faute grave de l'apprenti, d'inaptitude, ou d'exclusion définitive de l'apprenti. La rupture prend alors la forme d'un licenciement et doit respecter la procédure de licenciement pour motif personnel. Enfin, l'apprenti ayant obtenu son diplôme peut imposer la rupture de son contrat à condition d'avoir informé l'employeur au moins un mois à l'avance.

LES CONDITIONS A REMPLIR POUR ÊTRE MAÎTRE D'APPRENTISSAGE :

Sauf convention ou accord collectif de branche, le maître d'apprentissage doit être titulaire d'un diplôme ou titre du même domaine que celui visé par l'apprenti et d'un niveau au moins équivalent, et justifier d'une année d'exercice minimum dans l'activité visée. Ou justifier de deux années d'exercice dans un poste en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti.

PRISE EN CHARGE DE LA FORMATION :

Les frais de formation ne sont pas à la charge de l'apprenti. Les employeurs du secteur privé bénéficient d'une prise en charge du coût de la formation par leur Opérateurs de Compétences (OPCO).

Quant aux employeurs du secteur public territorial, ils peuvent bénéficier d'une prise en charge par le CNFPT s'ils ont fait une demande d'accord préalable de financement, à défaut, le coût de la formation reste à sa charge.

Sécurité de l'apprenti

Dérogation à l'interdiction d'utiliser des machines dangereuses par les moins de 18 ans. C'est à l'employeur d'établir cette dérogation !

Le travail sur machines dangereuses des jeunes apprentis de moins de 18 ans est interdit. Toutefois, l'employeur peut saisir l'inspecteur du travail d'une déclaration de dérogation. Cette demande est transmise, pour décision, à l'Inspection du Travail, section agricole. Celle-ci est valable 3 ans pour l'ensemble des travailleurs mineurs accueillis dans l'entreprise. L'accord est notamment soumis au respect des conditions suivantes :

- Avoir procédé à l'**évaluation des risques** (DUER)
- Avoir, suite à l'évaluation, mis en œuvre des **actions de prévention**
- Avoir respecté les obligations relatives à la santé et à la sécurité au travail
- Assurer l'encadrement du jeune en formation par une personne compétente durant l'exécution des travaux.

Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP)

Le décret du 5 novembre 2001-2016 stipule que les résultats de l'évaluation des risques sont formalisés dans un document écrit, appelé « **Document Unique** ». Une fois établi, le document unique doit être mis à jour lors de changements importants concernant le travail ou les installations, et au moins une fois par an. Ce dernier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur du travail et du médecin du travail.

Tous les employeurs de main-d'œuvre doivent procéder à l'évaluation des risques professionnels. Ce document consiste à identifier toutes les activités susceptibles de causer des accidents ou d'engendrer des maladies professionnelles et de proposer des actions de prévention.

- **INFO + :** La Chambre d'agriculture de la Seine-Maritime propose plusieurs formations pour accompagner les agriculteurs dans la rédaction de ce document. Vous pouvez la contacter au 02 35 59 47 47 si vous êtes intéressé(e).

Les équipements de protection individuelle (EPI) sont à la charge de l'employeur.

FORMULAIRES ET ENREGISTREMENT :

Le CFA peut vous fournir les formulaires ou vous pouvez le télécharger sur :

www.alternance.emploi.gouv.fr

Sur le formulaire contrat d'apprentissage vous devez cocher la case **L'employeur atteste que le maître d'apprentissage répond à l'ensemble des critères d'éligibilité à cette fonction** ».

Il doit être en mesure de fournir les pièces justificatives (copie de diplôme et justificatif d'expérience) en cas de contrôle du Service Apprentissage.

Le contrat doit être retourné au CFA qui le complètera et le visera. Le certificat d'aptitude de l'apprenti doit être impérativement joint.

L'enregistrement du contrat se fait auprès de l'OPCO pour les entreprises du secteur privé et par la DREETS pour les entreprises relevant du secteur public.

Aide au permis de conduire : Décret 2019-1



Modalités d'attribution

1. Transmettre le dossier de demande au CFA
2. Vérification et attestation du respect des conditions par le CFA
3. Versement de l'aide par le CFA à l'apprenti ou à l'école de conduite
4. Transmission du dossier de demande d'aide par le CFA à l'ASP.
5. Remboursement par l'ASP
6. Existence ou non d'une convention CFA/ASP
7. Archivage des pièces justificatives par le CFA en cas de contrôle

L'APPRENTISSAGE DANS LE SECTEUR PUBLIC

Les personnes morales de droit public dont le personnel ne relève pas du droit privé peuvent conclure des contrats d'apprentissage.

L'AGREMENT :

Depuis janvier 2009, il n'est plus nécessaire de faire une demande d'habilitation en Préfecture, pour les maîtres d'apprentissage salariés des entreprises du domaine public. Par contre, le CFA doit quand même vérifier s'il peut accueillir un apprenti (exigences de diplômes et d'expérience professionnelle dans le domaine), soit :

un diplôme de niveau BTSA (ou domaine de l'environnement) et 3 années d'expérience, ou un diplôme de niveau IV dans le domaine et 5 années d'expérience professionnelle.

EMPLOYEURS CONCERNES :

Sont concernés :

- L'Etat, les Régions, Départements, Communes, et leurs Etablissements Publics de coopération,
- Les Etablissements Publics relevant des collectivités territoriales,
- Les Etablissements Publics administratifs,
- Les Etablissements Publics locaux d'enseignement,
- Les Etablissements Publics industriels et commerciaux dotés de personnels fonctionnaires (ONF, ...),
- Les Chambres Consulaires.

PRISE EN CHARGE DE LA FORMATION :

Le CNFPT va pouvoir désormais accompagner **les collectivités** en prenant en charge une partie du financement de la formation dans le secteur public local. Publié le 26 juin 2020, le décret n°2020-786 précise en effet les modalités de mise en œuvre de la contribution du CNFPT et de France Compétences au financement de l'apprentissage dans les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant. Chaque année, un arrêté interministériel devra déterminer, au plus tard, le 15 mai, un montant plafond des contributions apportées par le CNFPT au financement de l'apprentissage.

Le centre de formation se réserve le droit de facturer le coût de formation différentiel (coût réel - financement accordé par le CNFPT) à l'entreprise d'apprentissage. La prise en charge de ce coût sera à négocier entre le Centre de Formation et l'entreprise, la collectivité locale.